

LE LUXEMBOURG 1960-2010

La consommation des ménages depuis les années 60

Auteur: Armande Frising
21 mai 2012

50 ans | STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Le panier du ménage de 1964 ne ressemble plus guère au panier d'aujourd'hui. L'évolution du mode de vie, la société de consommation, le progrès technique et les transformations du marché de travail ont eu une répercussion substantielle sur la répartition du budget des ménages : les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites en faveur de tous les autres postes de consommation à l'exception des dépenses en ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison. Celles-ci augmentent au même rythme que la consommation totale. Les chiffres montrent aussi que les changements structurels sont nettement plus prononcés chez les ménages les plus modestes que chez les plus aisés.

Les dépenses de consommation augmentent de 6.3% par an en valeur nominale et de 2.6% par an en termes réels entre 1964 et 2009

Selon les enquêtes sur le budget des ménages du STATEC, on peut distinguer deux phases dans l'évolution des dépenses de consommation des ménages : une croissance annuelle moyenne en valeur de 9% entre 1964 et 1987 et de 3.5% entre 1987 et 2009.

Tableau 1: Variations annuelles moyennes (en %)

	1964-1987	1987-2009	1964-2009
Revenu national disponible brut par tête d'habitant	10.2	5.0	7.6
Dépenses en consommation finale privée par tête d'habitant	9.5	4.5	7.0
Dépenses de consommation totale moyenne par ménage (EBM)	9.0	3.5	6.3
Revenu net disponible moyen par ménage*	...	5.0	...
Indice des prix à la consommation national	5.3	2.2	3.7

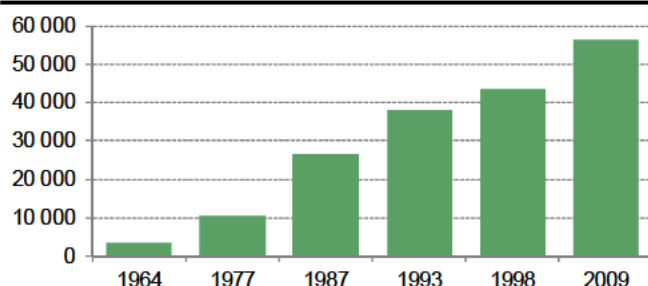
Source : STATEC, Ameco, LIS

*source SILC : 1985 - 2009

Entre 1964 et 2009, les prix ont augmenté en moyenne de 3.7% par an ; de 5.3% entre 1964 et 1987 et de 2.2% entre 1987 et 2009. En termes réels (c'est-à-dire en déflatant les dépenses de consommation par l'indice des prix à la consommation), les dépenses de

consommation des ménages ont donc augmenté de 2.6% par an de 1964 à 2009. Sur la période 1964-1987, l'accroissement (3.7% par an) était supérieur à la période 1987-2009 (1.3% par an).

Graphique 1: Dépenses de consommation totale moyenne des ménages, 1964-2009



Source : STATEC, Ameco, LIS

Alimentation et habillement : effet de saturation sur ces biens de première nécessité

Entre 1964 et 2009, on constate de profonds changements dans la répartition du budget des ménages entre les différents postes de consommation. La part des dépenses en alimentation, boissons et tabac est passée de 35.1% du budget des ménages en 1964 à 13.3% en 2009 ; celle allouée à l'habillement s'est réduite de moitié (17.3% en 1964 contre 8% en 2009). Les dépenses pour ces postes ont augmenté moins vite que les dépenses de consommation totale (tableau 4).

Logement et transports: premiers postes de consommation

Selon que l'on prend en compte un loyer imputé ou non, les dépenses en logement et celles en transport s'échangent la première place. En effet, hors loyer imputé, les dépenses liées à l'achat et à l'utilisation de véhicules ainsi qu'aux services de transports occupent désormais le premier rang des dépenses, représentant 18.2% du budget des ménages en 2009 contre 9.6% en 1964. La hausse de la part des transports est due à l'essor de l'automobile et en règle générale une plus grande mobilité des individus; le poids de ce poste

augmentant fortement jusqu'à l'enquête de 1993 et stagne depuis. En incluant un loyer imputé¹ (loyer fictif), ce sont les dépenses en logement qui constituent le poste le plus important dans les dépenses de consommation avec une part budgétaire de 34.4% en 2009 contre 18.7% en 1964. Les dépenses en logement incluent les loyers, l'entretien et la réparation du logement, les services liés logement (enlèvement des ordures...), et les dépenses d'énergie.

Tableau 2: Structure de la dépense de consommation annuelle moyenne des ménages – hors loyer imputé* (en %)

	1964	1977	1987	1993	1998	2009
DEPENSES DE CONSOMMATION AU TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	30.7	29.9	18.0	15.0	12.3	11.4
Boissons alcoolisées et tabac	4.4	4.4	3.0	2.6	2.4	1.9
Articles d'habillement et articles chaussants	17.3	8.4	12.6	10.3	7.3	8.0
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	10.4	12.1	11.8	12.7	11.2	14.6
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	9.2	9.5	11.2	11.3	10.1	8.0
Santé	1.4	0.6	1.5	1.7	2.9	3.1
Transports	9.6	13.0	12.9	19.0	18.9	18.2
Communications	0.6	1.2	1.4	1.5	2.6	2.7
Loisirs et culture	5.7	5.6	7.8	8.2	10.6	9.6
Enseignement	1.3	0.4	1.3	2.1	0.2	0.5
Restaurants et hôtels	3.6	5.1	9.7	10.2	11.7	10.1
Autres biens et services	5.9	9.7	9.2	5.4	9.7	11.9

Source : STATEC (EBM)

*échantillon réduit en 1977

Tableau 3: Structure de la dépense de consommation annuelle moyenne des ménages – loyer imputé inclus (en %)

	1964	1977	1987	1993	1998	2009
DEPENSES DE CONSOMMATION AU TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	28.7	25.8	14.9	12.1	10.1	8.7
Boissons alcoolisées et tabac	4.1	3.8	2.5	2.1	2.0	1.5
Articles d'habillement et articles chaussants	15.4	7.2	10.4	8.3	5.9	6.2
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	18.7	24.2	26.9	29.3	27.3	34.4
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	8.2	8.2	9.3	9.2	8.2	6.1
Santé	1.2	0.5	1.2	1.4	2.4	2.4
Transports	8.5	11.2	10.7	15.4	15.5	14.0
Communications	0.5	1.0	1.1	1.2	2.1	2.0
Loisirs et culture	5.1	4.9	6.4	6.6	8.7	7.4
Enseignement	1.1	0.4	1.1	1.7	0.2	0.4
Restaurants et hôtels	3.2	4.4	8.0	8.2	9.6	7.7
Autres biens et services	5.3	8.4	7.5	4.4	8.0	9.1

Source : STATEC (EBM)

*échantillon réduit en 1977

Les dépenses en communication, restauration et hébergement connaissent la plus forte progression

Bien que les dépenses en communications ne représentent que 2.7% des dépenses de consommation des ménages en 2009, leur poids dans le budget des ménages a néanmoins plus que quadruplé sur les quatre décennies séparant les enquêtes de 1963/64 et

1998 avec l'expansion de la téléphonie fixe, mobile et d'internet. Les dépenses en communication ont augmenté de 9.3% en moyenne par an entre 1964 et 2009 et de 11.8% entre 1964 et 1998.

L'alimentation hors domicile et l'hébergement ont également connu un bel essor ; elles représentent quelque 10% des dépenses de consommation des ménages depuis le début des années 1990 contre 3.6% au début des années 1960. La préférence accrue pour les repas pris à l'extérieur va de pair avec les mutations sur le marché du travail et des structures familiales.

Tableau 4: Variation annuelle moyenne des postes de consommation des ménages 1964 – 2009 (en %)

DEPENSES DE CONSOMMATION AU TOTAL	5.7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3.3
Boissons alcoolisées et tabac	3.7
Articles d'habillement et articles chaussants	3.9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	6.4
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	5.3
Santé	7.6
Transports	7.2
Communications	9.3
Loisirs et culture	6.9
Enseignement	3.6
Restaurants et hôtels	8.1
Autres biens et services	7.3

Source : STATEC (EBM), hors loyer imputé, échantillon réduit en 1977

L'écart en matière de dépenses de consommation entre ménages aisés et modestes s'est creusé sur les vingt dernières années²

Le tableau 5 nous apprend en effet qu'en 2009, les dépenses de consommation des ménages les plus aisés (se situant dans le 5e quintile³ de revenu) sont 2.8 fois plus élevées que celles des ménages les plus modestes. Ce rapport était de 2.2 lors de l'enquête de 1987. Les dépenses de consommation des plus riches ont doublé sur cette période alors que pour les ménages les moins favorisés elles ont augmenté de 60%. L'écart entre les ménages les plus aisés et les plus modestes en termes de dépenses de consommation s'est d'ailleurs creusé pour tous les postes de consommation à l'exception de la santé et des transports.

¹ Le loyer fictif, est imputé aux propriétaires de logements et représente le montant qu'ils paieraient s'ils louaient le logement qu'ils habitent. L'imputation ou non d'un loyer fictif soulève plusieurs questions. D'abord, le fait qu'il soit imputé à tous les propriétaires, qu'ils aient un prêt hypothécaire à rembourser ou non. (L'enquête 2008/2010 centrée sur 2009 comptait 25% de locataires, 41% de ménages accédant à la propriété et 34% de ménages propriétaires sans charge hypothécaire.) Ensuite, il y a le débat si l'accès à la propriété constitue un investissement ou une consommation.

² Cette comparaison se limite à deux décennies parce que ces données ne sont pas disponibles pour les enquêtes antérieures à l'année 1987.

³ Les quintiles partagent une distribution de revenus ordonnée en cinq parties égales.

Tableau 5: Rapport entre les dépenses de consommation des ménages du 1er et 5e quintile de revenu en 1987 et 2009

	1987 q5/q1	2009 q5/q1	1er quintile 2009/1987	5e quintile 2009/1988
DEPENSES DE CONSOMMATION AU TOTAL	2.2	2.8	1.6	2.0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	0.9	2.1	0.8	1.8
Boissons alcoolisées et tabac	1.8	1.9	1.1	1.2
Articles d'habillement et articles chaussants	2.4	3.7	1.0	1.6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1.3	1.4	2.4	2.5
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	3.4	4.7	0.6	0.9
Santé	3.0	2.4	4.5	3.7
Transports	3.8	3.3	2.8	2.4
Communications	1.5	1.8	3.2	4.0
Loisirs et culture	2.5	3.7	2.1	3.1
Enseignement	2.2	7.4	0.4	1.2
Restaurants et hôtels	4.5	4.3	2.2	2.1
Autres biens et services	2.7	3.3	2.0	2.4

Source : STATEC (EBM), hors loyer imputé

Chez les ménages modestes, la structure de consommation subit les changements les plus importants

Ainsi, le poids de l'alimentation dans le budget des ménages les moins aisés est passé de 26.7% à 13.7% en près de 20 ans. Chez les plus aisés, l'alimentation ne représentait déjà que 11.4% de leur budget en 1987 et n'a baissé que très peu en passant à 10.2% en 2009.

Tableau 6: Structure des dépenses de consommation selon le quintile de revenu en 1987 et 2009 (en %)

	Quintiles de revenu 1987					Quintiles de revenu 2009				
	1er	2e	3e	4e	5e	1er	2e	3e	4e	5e
DEPENSES DE CONSOMMATION AU TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	26.7	23.0	19.5	15.5	11.4	13.7	12.8	12.3	11.2	10.2
Boissons alcoolisées et tabac	3.6	3.2	2.5	2.8	3.0	2.5	2.3	1.9	1.7	1.7
Articles d'habillement et articles chaussants	10.9	12.6	13.2	13.2	12.0	7.0	7.3	8.2	9.0	9.3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	15.6	13.6	11.6	10.8	9.5	23.5	19.2	13.6	12.0	11.6
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	8.7	9.5	10.0	11.3	13.5	3.4	4.3	4.1	4.7	5.8
Santé	1.2	1.6	1.5	1.4	1.6	3.2	3.3	3.4	3.7	2.9
Transports	9.0	9.1	12.1	14.3	15.9	15.5	18.3	21.1	20.0	18.5
Communications	1.7	1.5	1.4	1.2	1.2	3.4	3.1	2.8	2.7	2.3
Loisirs et culture	6.5	7.7	8.1	8.1	7.5	8.3	8.9	9.6	10.7	11.3
Enseignement	1.3	1.1	1.4	1.2	1.3	0.3	0.3	0.5	0.6	0.8
Restaurants et hôtels	5.9	7.3	9.2	10.2	12.1	8.1	9.1	9.7	11.2	12.5
Autres biens et services	8.9	9.8	9.6	9.9	11.0	11.0	11.1	12.9	12.7	13.1

Source : STATEC (EBM), hors loyer imputé

Moins de viande et de graisses – plus de poisson, de féculents et de légumes

La part des huiles et graisses et de la viande dans le budget alimentaire des ménages baisse fortement en passant de 10.1% à 3.2% respectivement de 37.3% à 25.5% en 45 ans. Parmi les graisses on constate un recul de la part du beurre, de la margarine et autres graisses végétales ; l'huile d'olive devient un substitut partiel.

Le poste « restauration et hébergement » quant à lui représentait déjà 12.1% des dépenses des ménages les plus riches en 1987 contre 5.9% chez les plus modestes. En 2009, il reste quasiment inchangé à 12.5% chez les premiers et atteint 8.1% chez les seconds.

Citons encore le logement (hors loyer imputé) qui, en 2009, représente près du quart des dépenses des 20 % des ménages les moins aisés contre un peu plus d'un dixième de celles des plus aisés. En incluant le loyer imputé, le logement représente respectivement 44 % et 30% du budget de ces ménages. Le poids du logement a donc subi une hausse nettement plus importante dans les ménages les moins aisés que chez les plus aisés

Le poisson quant à lui a fortement gagné en popularité puisque aujourd'hui les ménages lui accordent 7% de leur budget contre 2.4% dans les années 60. Le pain et les céréales ainsi que les légumes sont également plus appréciés, surtout dans les années 90. La part des dépenses consacrée aux aliments sucrés est stable depuis l'enquête 1986/87. Au niveau plus détaillé on constate une baisse du sucre en faveur des édulcorants et autres substituts du sucre.

Ces choix sont probablement aussi bien guidés par des préoccupations de santé, l'évolution du mode de vie et la diversification du côté de l'offre alimentaire.

Tableau 7: Structure des dépenses de consommation alimentaire (en%)

	1963/64	1977	1986/87	1998	2009
Pains et céréales	13.2	13.7	15.1	18.1	18.8
Viande	37.3	38.8	34.9	30.0	25.5
Poisson	2.4	2.9	4.1	5.6	7.0
Lait, fromages et œufs	15.2	16.2	15.8	14.5	15.8
Huiles et graisses	10.1	6.2	3.8	3.6	3.2
Fruits	7.1	7.7	9.0	8.6	8.4
Légumes	7.4	7.5	7.9	9.7	10.6
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiseries	5.7	5.7	6.6	6.8	6.8
Produits alimentaires n.d.a.	1.7	1.3	2.9	3.0	3.9

Source : STATEC (EBM), hors loyer imputé, échantillon réduit en 1977

Pour terminer, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur le taux d'équipement des ménages en biens durables – automobiles, téléviseurs, réfrigérateurs, machine à laver – pour en apprécier la très rapide diffusion. Difficile de s'imaginer pour les jeunes lecteurs qu'un ordinateur, équipement que l'on retrouve aujourd'hui dans 9 ménages sur 10 n'était disponible que dans 12% des ménages lorsqu'ils sont nés. Difficile à imaginer également qu'en 1987, un quart des ménages n'avaient pas de congélateur et que dans plus de la moitié des ménages la vaisselle était faite à la main.

Tableau 8: Equipement des ménages (en %)

	1963/64	1977	1986/87	2009
Ménages possédant:				
une voiture	42.2	91.0	88.5	
une télévision*	23.6	74.3	91.4	
une machine à laver	82.2	99.0	96.2	97.4
un réfrigérateur	68.2	100.0	100.0	100.0
un congélateur	...	72.8	75.0	...
un lave vaisselle	...	12.6	45.3	83.8
un téléphone	45.7	87.0	98.0	
un magnétoscope vidéo	...	...	26.5	86.1
un micro-ordinateur	...	...	12.0	88.0

Source : STATEC (EBM)

*1963/64 et 1977 : Télévision noir et blanc

Méthodologie et définitions

Le présent document porte sur les enquêtes sur le budget des ménages (respectivement budgets familiaux) des années 1963/64 ; 1977 ; 1986/87 ; 1993 ; 1998 et 2009. L'enquête 1963/64 a été menée auprès de 2 092 ménages pour le compte de l'Office statistique des Communautés européennes. L'enquête de 1977 couvrait 676 ménages ; son objectif était des plus

limités : obtenir un nouveau système de pondération pour l'indice des prix à la consommation. Pour l'enquête de 1986/87, l'objectif est à nouveau élargi à l'étude du niveau de vie et des habitudes de consommation des ménages et le nombre de ménages de l'échantillon est porté à 2 764.

L'enquête permanente sur le budget des ménages actuelle repose sur un accord informel (Gentlemen's Agreement), conclu lors de la réunion du Comité du programme statistique de 1989. Les enquêtes sur le budget des ménages (EBM) sont des enquêtes nationales portant essentiellement sur les dépenses de consommation. Il s'agit d'un outil important pour suivre les habitudes de consommation de la population. La taille de l'échantillon des enquêtes de 1993 et 1998 est de quelque 3 000 ménages.

Depuis 2005, l'enquête annuelle est mise au point avec des échantillons cumulés sur 3 ans. Chaque année, 1 000 ménages sont choisis au hasard dans le registre central de la population (Répertoire général des personnes physiques) pour représenter l'ensemble des ménages. Chaque année, une nouvelle vague est ajoutée alors que la plus ancienne est retirée.

Sur le terrain, l'enquête se déroule comme suit : les ménages participants inscrivent durant 15 jours toutes leurs dépenses dans un carnet prévu à cet effet et complètent le questionnaire sur les charges relatives au logement et celui sur les dépenses diverses. Un enquêteur du STATEC quant à lui recueille dans un entretien face-à-face des renseignements sur la composition du ménage, sur le logement et l'équipement ainsi que sur ses ressources.

Notons encore que la comparaison d'enquêtes successives sur une période de plusieurs décennies est parfois difficile en raison de changements méthodologiques s'imposant au fil du temps.

**Institut national de la statistique
et des études économiques**

Tél.: 247-84219
info@statec.etat.lu

www.statistiques.lu